



Impact des programmes d'accompagnement financière de soutien à l'entrepreneuriat des jeunes et inclusion financière au Maroc

Souad EL MORABIT

Doctorante
Groupe de recherche
EREFMPOT
FSJES Tanger

Abid Ihadiyan

Professeur universitaire
Groupe de recherche
EREFMPOT
FSJES Tanger

Achoura Nadia JARIDI

Professeur universitaire
Groupe de recherche
EREFMPOT / GT2D
FSJES Tanger

Abstract: Financial inclusion in Morocco aims to make financial services accessible to everyone, including those excluded from the traditional system. Initiatives such as the expansion of banking services in rural areas, mobile financial solutions, and awareness-raising on sound financial management have been implemented.

Morocco supports youth entrepreneurship by providing training programs, subsidies, low-interest loans, and creating incubators and collaborative spaces. Financial inclusion is crucial to the success of these programs, as it allows young entrepreneurs to access the financing they need to launch and develop their projects.

These efforts aim to encourage the economic independence of young people, stimulate innovation and job creation, and promote sustainable economic development, thus creating an environment conducive to the emergence of new, dynamic, and creative entrepreneurs.

Keywords: Financial inclusion; Entrepreneurial support; financially-supported programs.

Résumé : L'inclusion financière au Maroc vise à rendre les services financiers accessibles à tous, y compris aux exclus du système traditionnel. Des initiatives telles que l'extension des services bancaires en zones rurales, les solutions financières mobiles, et la sensibilisation à une gestion financière saine ont été mises en place.

En parallèle, le Maroc soutient l'entrepreneuriat des jeunes à travers des programmes de formation, des subventions, des prêts à taux avantageux, et la création d'incubateurs et d'espaces collaboratifs. L'inclusion financière est cruciale pour le succès de ces programmes, permettant aux jeunes entrepreneurs d'accéder aux financements nécessaires pour lancer et développer leurs projets.

Ces efforts visent à encourager l'indépendance économique des jeunes, stimuler l'innovation et la création d'emplois, et promouvoir un développement économique durable, créant ainsi un environnement propice à l'émergence de nouveaux entrepreneurs dynamiques et créatifs.

Mots-clés : L'inclusion financière ; Accompagnement entrepreneurial ; programmes d'appui au financement.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.11508540>

Published in: Volume 3 Issue 3



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

1. Introduction

Ces dernières années, le gouvernement marocain a intensifié ses efforts pour soutenir l'entrepreneuriat et les très petites et petites et moyennes entreprises (TPME). Ces efforts se matérialisent à travers diverses réformes, telles que le renforcement du système national de garantie de financement et d'assistance à l'entrepreneuriat, l'élaboration d'une stratégie nationale pour promouvoir l'inclusion financière, l'adoption de la nouvelle Charte d'investissement qui accorde un soutien spécifique aux TPME, et l'intégration d'un volet dédié à l'entrepreneuriat au sein du Comité national pour l'amélioration du climat des affaires (CNEA).

De plus, divers instruments de soutien à l'entrepreneuriat ont été mis en œuvre pour certains groupes cibles, tels que (JEUNE PROMOTEUR, MOUKAWLATI, l'INDH, INTELAKA, FORSA, INNOV INVEST, etc.). Ce registre d'initiatives vient soutenir les efforts du Maroc lancés depuis les années 80, fondés sur de grands projets sectoriels, des investissements massifs dans les infrastructures ainsi que l'ouverture au monde extérieur à travers une multitude d'accords et de partenariats qui ont permis au pays de se positionner aujourd'hui comme un véritable pôle d'attraction et une plaque tournante sur le continent africain.

Ces programmes jouent un rôle crucial dans le développement économique et la création d'emplois. Ils offrent aux jeunes entrepreneurs des formations spécialisées, des financements privilégiés, des incubateurs d'entreprises et des espaces de collaboration. Leur objectif est de favoriser l'innovation, de faciliter la création d'entreprises durables et de stimuler la croissance économique.

Parallèlement, l'inclusion financière revêt une importance croissante à l'échelle mondiale, et le Maroc ne fait pas exception à cette tendance. Il s'agit de garantir un accès équitable aux services financiers pour tous, y compris les jeunes entrepreneurs qui sont souvent confrontés à des obstacles spécifiques. Au Maroc, plusieurs mesures ont été prises pour favoriser cette inclusion, allant de l'expansion de l'accès aux services bancaires dans les zones rurales à l'introduction de solutions financières novatrices adaptées aux besoins des jeunes.

Dans ce contexte, nous nous posons la question suivante : quel est l'impact des programmes d'accompagnement et d'appui au financement sur l'entrepreneuriat des jeunes au Maroc ?

Pour répondre à cette question, nous allons étudier en profondeur la littérature sur l'inclusion financière et l'accompagnement entrepreneurial. Ensuite, nous dresserons un bilan des programmes de soutien aux financements des jeunes entrepreneurs au Maroc depuis les années 80 jusqu'en 2023. En outre, nous examinerons les répercussions de ces initiatives sur le développement socio-économique du pays, en mettant en évidence les réussites, les difficultés et les opportunités à saisir.

En partageant nos recherches, analyses et connaissances, nous visons à améliorer la compréhension des enjeux liés à l'entrepreneuriat des jeunes et à l'inclusion financière au Maroc. Nous souhaitons élaborer des recommandations pour renforcer à la fois les politiques publiques et privées afin de soutenir ces domaines. Notre objectif est de promouvoir des politiques et des pratiques plus efficaces, basées sur des données probantes, pour créer un environnement propice au succès des jeunes entrepreneurs et à la croissance économique durable.

2. Revue de littérature

2.1 Le concept d'inclusion financière

D'après diverses études, l'accès à des produits et services financiers adaptés améliore la qualité de vie des individus et favorise le développement des entreprises (FMI, 2019). En particulier, faciliter l'accès des ménages à des comptes bancaires stimule l'épargne, les investissements productifs et la consommation, tout en contribuant à la réduction de la pauvreté (Beck, Demirguc-Kunt et Levine, 2004; Honohan, 2004), ainsi qu'à l'autonomisation des femmes (AFI, 2020). La littérature économique met en

lumière les obstacles à l'inclusion financière, notamment les disparités sociales dans l'accès aux services financiers. Ziadi (2013) souligne que dans les pays à revenu moyen, l'exclusion financière affecte principalement les femmes, les individus à faible revenu, les moins instruits et ceux vivant en milieu rural. Il existe également des disparités entre les sexes en ce qui concerne la détention de comptes, l'accès à l'épargne formelle et au crédit formel. Les recherches indiquent que le fait d'être une femme augmente la probabilité d'être exclue financièrement (Demircuc-Kunt et al., 2013).

D'après la Banque Mondiale, l'Inclusion Financière se définit comme la capacité pour les individus et les entreprises d'accéder à une variété de produits et services financiers de manière abordable et adaptée à leurs besoins (transactions, paiements, épargne, crédit et assurance) offerts par des fournisseurs fiables et responsables. En effet, l'ouverture d'un compte bancaire constitue la première étape essentielle vers une inclusion financière, contribuant ainsi à améliorer globalement le niveau de vie des personnes. Selon la stratégie actuelle de la SNIF (2022), ainsi que le rapport de la BAM (2018), l'inclusion financière est définie comme le processus par lequel les individus et les entreprises accèdent au système financier et bénéficient de ses services (épargne, paiements, crédit, transferts d'argent, etc.) à des coûts réduits, avec une utilisation transparente et efficace. Cette notion englobe trois dimensions clés : la disponibilité, l'utilisation et la qualité des services financiers.

Accéder aux services financiers signifie pouvoir utiliser les institutions formelles, mais cette utilisation est souvent entravée par des obstacles directs et indirects¹. Ces obstacles peuvent être attribués à un manque de familiarité cognitive, c'est-à-dire un manque de connaissances en matière bancaire.

2.2 Le concept d'accompagnement entrepreneurial

Le domaine de l'accompagnement entrepreneurial a connu une évolution significative ces dernières années. Alors que Chabaud et al (2010) ont souligné l'émergence d'un nouveau champ de recherche, il est indéniable que celui-ci s'est considérablement élargi récemment, avec une multiplication des publications et des numéros spéciaux dans les revues tant francophones (Management international, 2013 ; Entreprendre & innover, 2014, 2015, 2016, 2018) qu'anglophones (IJESB, 2014 ; Technovation, 2016). Les connaissances acquises sur l'accompagnement ont progressé de manière significative, notamment dans l'analyse des structures et de leur diversité (Labex Entreprendre, 2014), de l'industrie et du métier (Deschamps et al., 2010 ; Messeghem et al., 2013²) et de la nature des relations d'accompagnement (Sammut, 2003 ; Hackett et Dilts, 2004 ; Paul, 2004 ; 2009 ; Schmitt, 2015).

Bien que la création d'une entreprise soit souvent perçue comme une démarche individuelle, la réalité montre qu'elle est profondément influencée par son environnement. Les décisions des entrepreneurs sont continuellement façonnées par les interactions avec leur environnement, et l'implication des parties prenantes joue un rôle crucial dans le succès du projet entrepreneurial, tant avant, pendant qu'après sa création (Verzat et Toutain, 2015). Aujourd'hui, les entrepreneurs et leurs entreprises sont confrontés à une concurrence de plus en plus intense, susceptible de compromettre le succès de leur entreprise. Dans ce contexte, les clients, en tant que source de revenus, sont considérés comme une priorité majeure, et leur satisfaction occupe une place centrale dans la stratégie des entrepreneurs. Pour assurer le succès de leur entreprise, les entrepreneurs doivent donc se distinguer de leurs concurrents en répondant aux attentes et aux exigences du marché, c'est-à-dire de leurs clients.

Actuellement, les entrepreneurs qui aspirent à établir leur propre entreprise font face à deux défis majeurs, qui sont essentiels : la création d'un avantage concurrentiel et la satisfaction des clients. Selon Issor (2017),

¹ DOCTEUR Jamal Sekali, JURIDIQUES Sciences et SALE Sociales, « Système financier marocain vers l' inclusion financière : analyse et recommandations Moroccan financial system towards financial inclusion : analysis and recommendations », in , vol. 5, 2021, p. 267-289.

² Messeghem, K., Sammut, S, Temri, L., & St-Jean, É. (2020). Les mutations de l'accompagnement entrepreneurial. *Revue française de gestion*, 46(1), 59-67.

L'objectif fondamental de toute entreprise est de répondre aux besoins de ses clients afin de réaliser des bénéfices ; ainsi, la satisfaction client est une préoccupation constante des dirigeants car elle est essentielle à la pérennité de l'entreprise. Pour garantir leur réussite, leur survie et la continuité de leurs projets, les entrepreneurs doivent donc privilégier la qualité en respectant des normes et en obtenant des certifications s'ils souhaitent rester compétitifs, satisfaire et fidéliser leur clientèle. Hentic-Giliberto et Berger-Douce (2017) soulignent également que l'accompagnement durant les premières étapes du projet entrepreneurial revêt une importance capitale car il peut influencer le potentiel de survie et de croissance de l'entreprise. À ce stade, le rôle des structures d'accompagnement revêt une grande importance, car elles s'efforcent de fournir aux entrepreneurs des informations sur l'environnement institutionnel et économique de leur entreprise, de leur transmettre des compétences techniques, et de leur offrir divers services, installations et ressources pour soutenir leur aventure entrepreneuriale et les aider à développer leurs projets (El Amrani et al., 2016 ; Mas-Verdú et al., 2015). Que ce soit pour le démarrage, le développement ou la pérennisation de l'activité, les services proposés et l'intervention des structures d'accompagnement doivent être adaptés aux besoins de l'entrepreneur, qui recherche ainsi une prestation pour concrétiser son idée en un projet de création viable (Hentic-Giliberto et Berger-Douce, 2017).

3. L'importance de l'accompagnement

Selon Gagnon et al (2011, accompagner une personne implique de l'accueillir et de l'écouter, de comprendre son parcours, ses doutes, ainsi que ses compétences et aspirations, afin de l'aider à surmonter les difficultés et les éventuels échecs. Hernandez (1999) a démontré que l'accompagnement de qualité facilite la démarche stratégique de l'entrepreneur, et que la phase de maturation du processus, durant laquelle un accompagnement entrepreneurial par des structures extérieures est crucial, permet de vérifier la cohérence entre le créateur et son projet. Selon Julien (2003), la création d'une entreprise est un processus collectif qui commence dans son environnement et est soutenu par la confiance mutuelle au sein de réseaux de proximité encouragés par les acteurs régionaux. Kouada et al (2018) avancent que l'accompagnement contribue à créer un environnement propice à l'entrepreneuriat en offrant aux porteurs de projets un cadre sécurisant et en leur fournissant divers services (locaux, conseils, etc.).

Certes, l'accompagnement entrepreneurial offre à l'entrepreneur les outils nécessaires pour maximiser les chances de succès de son projet (Fayolle, 2004) , et il représente un facteur crucial pour optimiser la réussite de l'entreprise (Wolff et Cuénoud, 2017). Ben Tahar Gheryani et Boujelbène (2017) soulignent que l'accompagnement entrepreneurial a un impact positif sur la survie des entreprises accompagnées, notamment grâce à des conseils personnalisés fournis par les accompagnateurs et à l'effet positif et significatif de la fréquence des contacts établis. Selon Theodoraki et Messeghem (2016), le rôle principal des structures d'accompagnement est de mettre en relation les porteurs de projets avec les acteurs et les ressources nécessaires au développement du projet. Ainsi, l'accompagnement contribue à promouvoir la pérennité des entreprises et à améliorer leurs performances (Grossetti et Barthe, 2008).

Messeghem et al (2014, p. 20) décrivent l'accompagnement entrepreneurial comme un processus organisé par une tierce partie, conçu pour se dérouler sur une période prolongée, visant à permettre à un ou plusieurs entrepreneurs de bénéficier d'une dynamique d'apprentissage (formation, conseils, etc.), d'un accès à DES ressources diverses (financières, informationnelles, etc.), d'une mise en réseau, de services (administratifs, hébergement, etc.) et d'une aide à la décision (coaching, mentorat, etc.). Dans la littérature francophone, l'accent est mis sur la relation interpersonnelle entre un porteur de projet et son accompagnateur, ainsi que sur l'apprentissage qui résulte de cette interaction, la littérature anglo-saxonne, de sa part, s'attache à le définir sous l'angle d'une structure organisationnelle ayant développé des compétences managériales permettant de soutenir la création et la croissance d'une entreprise (Messeghem et al., 2014).

Paul (2004) a identifié trois approches distinctes d'accompagnement, complétées par les travaux de Fatien (2008) et de Deschamps et al. (2010) :

Conduire : Dans cette approche, le maître (l'accompagnant qui possède le savoir et le transmet) exerce une autorité sur l'élève (l'accompagné qui dépend de l'accompagnant). Le maître fournit des solutions (conseil) et transmet des connaissances théoriques et pratiques (formation) après avoir diagnostiqué le projet. De plus, l'élève bénéficie de l'expérience du maître (mentorat). Cette approche peut également inclure un accompagnement personnalisé (coaching).

Guider : Ici, l'accompagné est orienté par l'accompagnant dans le cadre d'un échange bidirectionnel visant à la co-construction des savoirs. L'accompagnant adopte une posture empathique de dialogue et d'écoute pour faciliter le développement individuel de l'accompagné et l'aider à trouver « le bon chemin » (counselling). À ce stade, l'expérience de l'accompagnant (mentorat) et l'accompagnement personnalisé (coaching) sont utiles pour aider l'accompagné à prendre des décisions et à élaborer ses propres solutions pour atteindre ses objectifs.

Escorter : Dans cette approche, l'accompagné est assisté par l'accompagnant, ce qui implique un soutien et la transmission des savoirs et des valeurs professionnels (tutorat). L'accompagnant véhicule l'idée de protection et d'attention portée à autrui dans une dynamique de construction où il est impliqué aux côtés de l'accompagné. L'accompagnant qui escorte protège, secourt et soutient l'accompagné, ce qui peut impliquer des actions telles que l'accueil ou l'introduction (coaching).

Tableau : Sémantiques et pratiques d'accompagnement

		Pratiques d'accompagnement					
		Conseil	Formation	Counselling	Tutorat	Mentorat	Coaching
Sémantiques de l'accompagnement	Conduire						
	Guider						
	Escorter						

L'accompagnement est devenu essentiel à l'échelle mondiale pour les entrepreneurs, car il leur permet de gagner du temps et de faciliter l'accès à diverses ressources (Belhaj et al., 2018). Ces ressources prennent la forme de conseils stratégiques ainsi que de services fonctionnels et opérationnels tels que l'assistance technique, commerciale, juridique, comptable et financière (Plane et Torres, 1998). L'objectif est d'établir un profil d'entrepreneur, de diagnostiquer son modèle d'affaires et d'auditer son plan d'affaires, tout en facilitant l'accès à d'autres ressources telles que des partenaires, des formations, des brevets, des marques, des équipements et des matériels. Cela vise à contribuer à la construction des

avantages concurrentiels de l'entreprise (Grossetti et Barthe, 2008 ; Lechner et al., 2006 ; Hoang et Atoncic, 2003).

Selon Degeorge (2017), l'accompagnement entrepreneurial vise à plusieurs objectifs, dont le développement des compétences en gestion, l'optimisation de l'adéquation entre l'individu et le projet, l'orientation et l'aide à la formalisation du modèle d'affaires ou du plan d'affaires, ainsi que l'intégration et la mise en réseau du projet sur le marché économique. L'auteur souligne également que l'accompagnement doit aller au-delà des simples outils traditionnels pour tenir compte du caractère contingent, créatif et inductif de l'activité entrepreneuriale. Mhamed Hichri et al. (2017) partagent cette vision en mettant l'accent sur l'intégration des compétences psychosociologiques et managériales dans l'accompagnement entrepreneurial, ce qui peut favoriser la croissance de l'entreprise. Pouka et al. (2019) complètent en affirmant que l'accompagnement entrepreneurial offre aux jeunes entreprises des opportunités de croissance à trois niveaux: l'employabilité, le chiffre d'affaires et la productivité.

Mathot (2010) identifie huit catégories d'accompagnants distinctes : les réseaux institutionnels, les organisations professionnelles, les organismes d'aide aux demandeurs d'emploi, les réseaux de financement et d'assurance, les réseaux offrant une expertise juridique et comptable, les services publics, les foires et salons professionnels, ainsi que les plateformes en ligne. En revanche, Grossetti et Barthe (2008) font une distinction entre les réseaux personnels (famille, amis et relations professionnelles occasionnelles) et les réseaux organisés par Mathot (2010), d'une part, et d'autre part, entre les médiateurs qui exercent les rôles de conduite, de guidance et d'escorte selon Paul (2004), et les fournisseurs de ressources

Bien que variés et divers, les bénéfices des réseaux d'accompagnement dépendent de leur efficacité, de leur efficience et de leur effectivité. L'efficacité, mesurée par la durabilité et la croissance des entreprises accompagnées, est un critère crucial, tout comme l'efficience, évaluée par la facilité et la rapidité d'accès aux ressources offertes aux créateurs. L'effectivité, quant à elle, est appréciée en fonction du niveau de satisfaction des parties prenantes impliquées (Paturel, 2000) . Par ailleurs, Messeghem et al. (2010) évaluent les performances des réseaux en se basant sur des indicateurs de rentabilité financière, de satisfaction client, de productivité des processus et du niveau des connaissances transmises.

4. Bilan des programmes d'accompagnement financière et leur impact sur des jeunes entrepreneurs au Maroc

4.1 Tableau de bilan des programmes d'accompagnement financière des jeunes entrepreneurs au Maroc entre 1987 au 2023

	Crédit jeune entrepreneur	Moukawalati	INDH	Intilaka	Forsa	Fonds Innov Invest (FII)
Date de lancement du programme	30 décembre 1987	Juillet 2006	Phase I : 2005-2008 Phase II : 2005-2008 Phase III 2019-2023	Février 2020	Edition 1 : 2022 Edition 2 : 2023	2021 : transformation de la CCG en SA TAMWILCOM 2022 : Adoption du nouveau Plan de Développement de TAMWILCOM au titre de la période 2023-2026
Objectif du programme	Le premier programme national visant à accompagner les jeunes diplômés dans la création d'entreprises, intitulé "Prêts de soutien à certains promoteurs", avait pour objectif de soutenir cette démarche entrepreneuriale. Objectif était d'encourager les jeunes diplômés en leur facilitant l'accès à l'emprunt pour s'installer à leurs propres comptes. Ce dispositif a financé tous les éléments du programme d'investissement, y compris les investissements physiques (terrains, constructions, machines, ordinateurs, local...),	Il vise l'appui à la création des entreprises, pouvant générer emplois entre 2006 et 2008. Ce programme a pour base législative et réglementaire la loi n° 53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise promulguée par le dahir du 23 juillet 2002 qui a prévu le fonds de garantie des prêts à la création des jeunes entreprises. L'accompagnement de jeunes, quant à lui, repose juridiquement sur la loi 51/99, instituant la création de l'ANAPEC, et le contrat ETAT/ANAPEC qui prévoit la prise en charge des frais	L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH), lancée par Sa Majesté Mohammed VI, vise à promouvoir le progrès socio-économique du Royaume. Actuellement, elle est en cours de sa troisième phase. Il offre un soutien financier aux jeunes dans des situations économiques inclusives ayant donné accès aux machines et matériels d'équipement.	« INTELAKA » est un programme récent qui a été lancé à partir de janvier 2020, et qui vise à promouvoir l'entrepreneuriat, notamment auprès des jeunes porteurs de projets. C'est un programme de financement, d'accompagnement, de conseil et d'orientation, lancé par le gouvernement marocain sous les hautes instructions royales. Au profit des Jeunes entrepreneurs en leur offrant un accès facilité au financement. Le programme propose des prêts sans garantie pour le lancement de projets.	Le programme propose aux entrepreneurs un financement sous forme de prêt avec 0% d'intérêt (honorifique) allant jusqu'à 100 000 DH dont une aide fixée à 10 000 DHS. De même et en plus d'une période de grâce de 2 ans, l'échéance de remboursement du prêt en question peut aller jusqu'à 10 ans.	« Fonds Innov Invest » (F2I), C'est un programme qui vise à soutenir les startups et l'écosystème de l'innovation au Maroc lancé par la Société nationale de garantie et du financement de l'entreprise (Tamwilcom) .Son objectif est de renforcer l'offre de financement et la mise en place d'un dispositif de financement de l'amorçage et de l'innovation.

	Le programme offrait aux jeunes diplômés la possibilité de démarrer des entreprises en bénéficiant de conditions de financement très attractives, avec une exigence de participation personnelle limitée à un maximum de 10% du coût total du projet.	d'accompagnement par l'ANAPEC à hauteur de 10 000 Dhs par projet .				
Population cible	Les jeunes diplômés /qualifiés âgés de 21 à 40 ans, qui sont porteurs de projets et aspirent à créer une entreprise individuelle ou une société de personnes.	Porteurs de projets ayant entre 21 et 40, inscrit à l'ANAPEC Jeunes diplômés /Les lauréats de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur / Les noms diplômés	Jeunes porteurs de projets qui se trouvent dans des situations économiques inclusives ayant entre 18 et 35 ans.	<ul style="list-style-type: none"> *Jeunes diplômés / porteurs de projets. Auto-entrepreneur, *Entrepreneur individuel *Personne physique, TPE y compris les commerçants. *Artisans *TPE du milieu rural *Agriculteurs individuels et les exploitations agricoles. *Entreprises exportatrices. *Start-ups *Coopératives 	<ul style="list-style-type: none"> *Jeunes diplômés / porteur d'idée ou de projets d'entrepreneuriat. *Auto-entrepreneur inscrit au registre national, Entrepreneur individuel *Personne physique. *Fondateurs d'entreprise ayant moins de 3 ans de sa date de création. Âgés de 18 à 35 ans 	Les startups et entreprises innovantes, Il cible trois segments des porteurs des idées de projets (Idéation, incubation et pré-accélération)
Bilan du Programme	<ul style="list-style-type: none"> *10.613 promoteurs ont bénéficié du programme Crédit Jeunes *Un investissement de 5.358.371.100,00 Dhs *Emplois créés. : 41.230 	<p>Entre 2007 et 2011</p> <ul style="list-style-type: none"> * 2050 entreprises ont été créées, * Les emplois générés : 6180 emplois, 	<p>Phase II : 2005-2008</p> <ul style="list-style-type: none"> * 9400 Activités génératrices de revenus (64 % en milieu rural) et 50% Des bénéficiaires sont des femmes) <p>La phase III 2019-2023,</p> <ul style="list-style-type: none"> * + de 25 500 projets et initiatives 	<p>Damane Intelaka : taux d'intérêt de 2% HT.</p> <p>Intelaka Al Moustatmir Al Qarawi : taux d'intérêt de 1,75% HT.</p> <p>La prime d'assurance avec un taux de 0,1% HT</p> <p>Start-TPE : ce financement est sans intérêts sans garantie remboursables auprès 5 ans maximum.</p>	<p>Edition 1</p> <p>Forsa a accordé le financement à 10.013 projets</p> <ul style="list-style-type: none"> * + de 168.225 candidatures reçues * 73.333 dossiers complets. * 28.929 entretiens ont été réalisés <p>Edition 2</p>	Damane Istitmar est principalement destiné à garantir les crédits d'investissement accordés aux PME. Les engagements sous ce produit ont dépassé les 2,5 milliards de DH, mobilisant ainsi des crédits d'une valeur totale de 4,7 milliards de DH pour financer des

			<p>ont été mis en place, avec un investissement global dépassant les 10,5 milliards de DH. Pour soutenir l'entrepreneuriat des jeunes, l'INDH a dédié un montant de 244,36 MDH. *4263 projets ont été programmés en 2022 (43% opérationnels). Ces projets ont bénéficié d'un investissement de l'INDH s'élève à 383,97 MDH. * Bénéficiaires s'élève à 4 783 jeunes dont 29% sont des femmes.</p>	<p>Les frais de dossier sont gratuits.</p>	<p>Mi-septembre 2023, l'état d'avancement du programme se présente comme suit : 134.000 candidatures ont été reçues au titre de l'année 2023 ; 32.205 projets ont été retenus à cette date; 32.142 porteurs de projets sont inscrits sur la plateforme de formation digitale ; 13.133 projets accordés par les comités de financement.</p>	<p>investissements totalisant 6,9 milliards de DH. Damane Atassyir concerne la garantie du financement des besoins opérationnels des PME. Ce produit a couvert un volume de crédits de 24,3 milliards de DH, avec des engagements dépassant les 13,1 milliards de DH. Damane Express se concentre principalement sur la garantie des crédits destinés aux TPE. Les engagements sous ce produit se sont élevés à 3,7 milliards de DH, couvrant ainsi des crédits d'une valeur totale de 5,2 milliards de DH.</p>
Garantie	<p>DarAd-Daman couvre les deux tiers des risques encourus par les établissements de crédits</p>	<p>La garantie par l'Etat 85% de crédit nécessaire à la création de projet</p>	<p>-----</p>	<p>Damane Intelaka Intelaka Al Moustatmir Al Qarawi : La quantité de garantie s'élèvent à 80% des crédits d'investissement et d'exploitation qui ne dépassent pas 1,2 Million de DHs</p>	<p>La durée maximale du remboursement du prêt est de 10 ans avec un différé de 2 ans.</p>	<p>61 489 très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) ont bénéficié de la garantie de TAMWILCOM, pour un volume total de crédits de 36,33 milliards de DH. Parmi ces bénéficiaires, 56 666 sont des TPME, et parmi celles-ci, 43 866 sont des très petites entreprises (TPE), représentant 77 % du total. Les entreprises bénéficiaires ont un chiffre</p>

						d'affaires inférieur à 3 millions de DH.
Accompagnement	Aucun accompagnement	Assistance pré, en cours et post- création	Accompagnement pré et post- création	Assistance pré, en cours et post- création. Soutien en cas de difficulté Assistance et conciles en cas de cession. Ou de reprise de l'entreprise	Une formation en ligne (E-learning) est disponible pour tous les projets sélectionnés. De plus, une incubation de 2,5 mois sera proposée aux projets les plus prometteurs, grâce à la collaboration avec des incubateurs régionaux.	Accompagnement pré et post- création
Limites	<ul style="list-style-type: none"> * Lourdeur des procédures et multiplicité des intervenants * Réticence des banques en matière de financement * Manque d'expérience des porteurs de projets et des jeunes entrepreneurs 	<ul style="list-style-type: none"> * Complexité administrative et multiplicité des acteurs * Difficultés d'accès au financement * Manque d'expérience et de soutien aux entrepreneurs * Ressources limitées des associations de microcrédit 	<ul style="list-style-type: none"> *L'insuffisance des ressources financières *Le manque de coordination entre les parties prenantes, * La complexité administrative *Le manque d'orientation Professionnelle et de développement des compétences *Le faible suivi et évaluation. 	<ul style="list-style-type: none"> *Absence d'une véritable politique d'accompagnement en faveur des porteurs de projets. *Certains aspects du programme nécessitent encore d'être améliorés, notamment, ceux relatifs à la formation des jeunes porteurs de projets, la qualité de l'accompagnement offert à ces derniers, ainsi que la question de la simplification des procédures administratives. *Absence du programme d'un dispositif spécifique d'évaluation de la performance 	<ul style="list-style-type: none"> *Lourdeur de la procédure de déblocage des fonds *L'alphabétisation numérique de la majorité de la cible est un frein pour dépasser la phase de formation e-learning *L'insuffisance des montants de financement octroyés. Ce manque de fonds peut ne pas suffire à couvrir les besoins financiers de certains projets, surtout ceux nécessitant des investissements significatifs. 	Un financement plafonné à 200 000 DH par projet et pouvant être porté à 400 000 DH pour des projets disposant de brevets d'invention.

Source : élaboré par nous -mêmes

Bien que des progrès aient été accomplis, plusieurs défis persistent. Parmi eux, il y a le besoin de renforcer l'accès au financement pour les jeunes entrepreneurs, d'améliorer l'accès aux marchés, de stimuler l'entrepreneuriat social et de promouvoir l'égalité des chances pour les femmes entrepreneurs.

4.2 Les Enjeux et Conséquences d'une défaillance de l'accompagnement entrepreneurial au Maroc

Dans le contexte du Maroc, où le paysage entrepreneurial est dynamique, il semble qu'un élément crucial fasse défaut : un accompagnement entrepreneurial efficace. Cette lacune génère non seulement des défis pour les entrepreneurs, mais elle a également un impact significatif sur l'économie du pays dans son ensemble. Explorons de manière plus détaillée les conséquences de cette insuffisance.

• Pertes Financières et Économiques Alarmantes

Le Maroc est confronté à un déséquilibre préoccupant : le taux de faillite des entreprises est six fois supérieur au taux de création de nouvelles entreprises. Cette disproportion suggère non seulement un manque de soutien à la naissance des entreprises, mais également à leur survie. Les faillites fréquentes des entreprises marocaines sont non seulement coûteuses en termes financiers, mais elles sapent également la confiance des investisseurs et ralentissent l'économie.

• Des entrepreneurs face à des défis Majeurs

Les entrepreneurs marocains peinent à accéder à des services essentiels tels que le mentorat, la formation, le réseautage et l'accès à l'information. Ces obstacles limitent considérablement leur capacité à développer et à maintenir leurs entreprises. De plus, sans un encadrement adéquat, les incubés marocains trouvent difficile de s'immiscer dans des réseaux professionnels vitaux pour leur croissance.

La carence en accompagnement entrepreneurial au Maroc a des répercussions majeures non seulement sur les entreprises et les entrepreneurs, mais également sur l'économie nationale et la confiance des investisseurs. Pour inverser cette tendance, il est crucial de renforcer les structures de soutien aux entrepreneurs, d'améliorer la qualité de l'accompagnement et de promouvoir une culture entrepreneuriale plus solide. En abordant ces défis, le Maroc peut ouvrir la voie à une ère d'innovation et de prospérité économique.

L'absence d'accompagnement adéquat peut entraîner des conséquences significatives, telles que des pertes financières et économiques, un impact négatif sur la croissance économique, des difficultés pour les entrepreneurs, ainsi que des obstacles pour les banques et les investisseurs.

L'étude met également en évidence le fort potentiel entrepreneurial au Maroc, avec plus de 26% de la population active ayant l'intention de démarrer une entreprise, mais souligne l'écart important entre cette intention et le passage à l'acte, mettant en évidence le besoin d'un meilleur accompagnement.

En somme, l'analyse des acteurs et des initiatives entrepreneuriales au Maroc met en lumière l'importance fondamentale de l'accompagnement entrepreneurial pour le développement économique et social du pays. Elle met également en évidence les défis ainsi que les opportunités associées à cet écosystème.

5. Recommandations et perspectives

Pour encourager l'inclusion financière et l'entrepreneuriat des jeunes au Maroc, il est essentiel d'adopter une approche globale et de mettre en œuvre des mesures complémentaires. Voici quelques stratégies et actions clés qui peuvent être envisagées :

Sensibilisation et éducation : Il est crucial d'éduquer les jeunes et la société dans son ensemble sur l'importance de l'inclusion financière et de l'entrepreneuriat. Des initiatives de sensibilisation peuvent être déployées pour mettre en lumière les bénéfices d'une gestion financière responsable et les opportunités offertes par l'entrepreneuriat.

Accès aux services financiers : Il est essentiel de rendre plus facile l'accès aux services financiers pour les jeunes, en particulier pour ceux qui sont exclus du système financier conventionnel. Cela pourrait être

accompli en étendant la présence des institutions financières dans les zones rurales et en introduisant des solutions financières novatrices, telles que les services bancaires mobiles.

Formation et développement des compétences : Il est crucial d'offrir des programmes de formation spécialisés aux jeunes afin de les aider à développer les compétences entrepreneuriales essentielles. Ces formations peuvent aborder différents aspects comme la planification d'entreprise, la gestion financière, le marketing et le leadership.

Accès au financement : Les jeunes entrepreneurs nécessitent un accès simplifié au financement pour concrétiser leurs projets d'entreprise. Des mécanismes de financement adaptés à leurs besoins, tels que des subventions, des prêts à des taux avantageux et des programmes d'investissement, peuvent être instaurés pour les soutenir.

Création d'incubateurs et d'espaces de travail collaboratif : L'établissement d'incubateurs d'entreprises et de hubs de coworking offre un environnement propice à l'innovation et à l'échange d'idées entre jeunes entrepreneurs. Ces espaces fournissent également un soutien pratique, des ressources et des occasions de réseautage.

Mentorat et réseautage : La mise en place de programmes de mentorat permet aux jeunes entrepreneurs de bénéficier de l'expérience et des conseils de professionnels chevronnés. De plus, des événements de réseautage peuvent être organisés pour faciliter les connexions et les collaborations entre jeunes entrepreneurs, experts et investisseurs.

Favoriser les partenariats public-privé : Encourager l'inclusion financière et l'entrepreneuriat des jeunes requiert une collaboration étroite entre les acteurs publics, privés et de la société civile. Les partenariats public-privé peuvent faciliter l'échange de connaissances, les investissements conjoints et l'élaboration de politiques favorables.

Suivi et évaluations continues : Il est primordial de surveiller et d'évaluer régulièrement les initiatives visant à promouvoir l'inclusion financière et l'entrepreneuriat des jeunes. Ces évaluations permettent de mettre en lumière les réussites, les lacunes et les opportunités d'amélioration, et d'ajuster les stratégies en conséquence.

En combinant ces approches, le Maroc peut créer un environnement propice à l'inclusion financière et à l'entrepreneuriat.

6. Conclusion

Malgré leur contribution majeure à l'économie marocaine, représentant 93 % du tissu entrepreneurial³ (dont 64 % de très petites entreprises (TPE) et 29 % de petites et moyennes entreprises (PME)), les TPE/PME font face à d'importants défis en termes de pérennité. Les données indiquent qu'une grande majorité de ces entreprises éprouvent des difficultés à survivre au-delà des premières années d'activité, suscitant ainsi des préoccupations significatives. Bien que leur rôle crucial dans le développement économique, la compétitivité et la vitalité des économies locales soit largement reconnu, les stratégies d'accompagnement mises en œuvre par l'État et les acteurs de l'écosystème entrepreneurial ne parviennent pas toujours à assurer leur survie à long terme. Il est donc impératif d'ajuster ces programmes afin de mieux répondre aux besoins spécifiques des entreprises, en mettant l'accent sur le conseil, le tutorat et le mentorat.

L'inclusion financière est devenue un enjeu majeur, tant au niveau national qu'international, en raison de son impact sur les personnes défavorisées et les petites entreprises, aggravant ainsi les inégalités et limitant les opportunités économiques. Bien que diverses initiatives aient été mises en place pour améliorer la situation, un effort continu est nécessaire pour garantir une inclusion financière complète au Maroc. La collaboration continue entre le gouvernement, les institutions financières et la société civile est essentielle

³ Selon les données du rapport HCP en 2020

pour réaliser cet objectif, en assurant que chaque individu ait accès aux services financiers nécessaires pour prospérer économiquement.

Par ailleurs, le Maroc reconnaît l'importance cruciale de l'inclusion financière et des programmes de soutien à l'entrepreneuriat des jeunes pour son développement économique et social. Ces initiatives favorisent un accès équitable aux services financiers et accompagnent les jeunes entrepreneurs, ce qui stimule l'innovation, la création d'emplois et une croissance économique durable. Malgré les défis persistants tels que la sensibilisation des jeunes à la gestion financière responsable et à l'entrepreneuriat, ainsi que la coordination des efforts entre les secteurs public, privé et associatif, le Maroc continue d'investir dans la jeunesse et encourage un environnement favorable à l'innovation et à l'entrepreneuriat. En conclusion, les programmes de soutien à l'entrepreneuriat ont créé un environnement propice à l'innovation et à la création d'entreprises au Maroc, stimulant ainsi la croissance économique et la création d'emplois. Pour assurer un développement économique durable et inclusif, il est essentiel de maintenir ces investissements et de promouvoir une culture entrepreneuriale solide.

Enfin, les programmes d'accompagnement et de soutien financier ont un impact significatif sur l'entrepreneuriat des jeunes au Maroc en facilitant l'accès au financement, en offrant des formations et un mentorat, en stimulant l'innovation, en créant des emplois et en renforçant le tissu économique. Ils jouent un rôle crucial dans le développement économique et social du pays en permettant aux jeunes de réaliser leur potentiel entrepreneurial et de contribuer à la prospérité nationale.

Bibliographie

- 1) Abdennadher, S. (2021). L'accompagnement vers la qualité: une source d'inspiration pour les entrepreneurs en phase de pré-crédation. *Économie et institutions*, (29).
- 2) Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2004). Finance, inequality, and poverty: Cross-country evidence.
- 3) BRUFF J. Michael et KARAME Marwaan, « How One Company Drives Ownership Behavior to Innovate and Create Shareholder Value : The Case of Varian Medical Systems », in *Journal of Applied Corporate Finance*, no 2, vol. 32, 2020, p. 72-77.
- 4) Bruff, J. M., & Karame, M. (2020). How One Company Drives Ownership Behavior to Innovate and Create Shareholder Value: The Case of Varian Medical Systems. *Journal of Applied Corporate Finance*, 32(2), 72-77.
- 5) Issor, Z. (2017). La performance de l'entreprise: un concept complexe aux multiples dimensions. *Projectics/Proyética/Projectique*, (2), 93-103.
- 6) Chabaud, D., Messeghem, K., & Sammut, S. (2010). Vers de nouvelles formes d'accompagnement ? *Revue de l'Entrepreneuriat/Review of Entrepreneurship*, 9(2), 1-5.
- 7) Cioni, M. R., Loup, C., Habing, H. J., Fouqué, P., Bertin, E., Deul, E., ... & Wagner, S. (2000). The DENIS point source catalogue towards the Magellanic Clouds. *Astronomy and Astrophysics Supplement Series*, 144(2), 235-245.
- 8) Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L. F., & Singer, D. (2013). Financial inclusion and legal discrimination against women: evidence from developing countries. *World Bank Policy Research Working Paper*, (6416).
- 9) Deschamps, B. (2018). Évolution de la connaissance autour des pratiques de transmissions-reprises réalisées par les personnes physiques : vers le concept de transfert d'entreprise. *Revue de l'entrepreneuriat*, 17(3-4), 175-213.
- 9) Diez-Vial et Montoro-Sanchez (2017) identifient 318 articles sur la période 1990-2015, Hausberg et Korreck (2018). P, 353.

- 10) Entreprendre, L. (2014). Livre blanc sur les structures d'accompagnement à la création d'entreprises en France. Panorama des structures d'accompagnement en termes de management et de performance. Université de Montpellier.
- 11) Hentic-Giliberto, M., & Berger-Douce 1, S. (2017). Rôle de l'accompagnement amont sur la poursuite du projet d'affaires: résultats d'une enquête empirique. *Revue de l'Entrepreneuriat*, 16(2), 27-57.
- 12) Honohan, P. (2004). Financial development, growth and poverty: how close are the links?. In *Financial development and economic growth: Explaining the links* (pp. 1-37). London: Palgrave Macmillan UK.
- 13) Jamal Sekali, JURIDIQUES Sciences et SALE Sociales, « Système financier marocain vers l' inclusion financière : analyse et recommandations Moroccan financial system towards financial
- 14) Messeghem, K., Sammut, S, Temri, L., & St-Jean, É. (2020). Les mutations de l'accompagnement entrepreneurial. *Revue française de gestion*, 46(1), 59-67.
- 15) POUKA, M. R. P., NOMO, T. S., & HOUSSOU, A. A. (2019). L'influence de l'accompagnement entrepreneurial sur la performance de jeunes PME: une évaluation des structures camerounaises d'accompagnement. *Revue Africaine de Management*, 2(4).
- 16) Rapport d'Initiatives National pour le Développement Humain,2023
- 17) Riahi, L., Elferchichi, M., Ghazghazi, H., Jebali, J., Ziadi, S., Aouadhi, C., ... & Mliki, A. (2013). Phytochemistry, antioxidant and antimicrobial activities of the essential oils of *Mentha*
- 18) THATHSARANI Udullage Shanika, « Do Digital Finance and the Technology Acceptance Model Strengthen Financial Inclusion and SME Performance ? », in , 2021.
- 19) Verzat, C., & Toutain, O. (2015). Former et accompagner des entrepreneurs potentiels, diktat ou défi?. *Savoirs*, (3), 11-63.
- 20) Wolff, D., & Cuenoud, T. (2017). Pour une approche renouvelée de l'accompagnement des créateurs et des repreneurs d'entreprise: le coaching entrepreneurial. *Vie amp; sciences de l'entreprise*, (2), 146-163.